



Groupe Hospitalier de Territoire
Somme Littoral Sud

Établissement
Support GHT
: CHU
Amiens
Picardie

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES (C.C.T.P)
ACCORD-CADRE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE
BATIMENT

GHT SOMME
LITTORAL SUD

Lots N° 02, 30, 56

Plafonds Suspendus – Faux Plafonds

**25TE0173 - Travaux courants et petits entretiens pour
les établissements du GHT Somme Littoral Sud -
RELANCE DES LOTS N° 2, 23, 30, 36, 49, 56 ET 67.**

SOMMAIRE

Table des matières

SOMMAIRE	2
1.1 PRESCRIPTIONS GENERALES	3
1.1.2 Objet et étendue des travaux.....	3
1.1.3 Travaux de création d'ouvrages neufs.....	3
1.1.4 Travaux d'entretien et de réhabilitation.....	3
1.1.5 Étendue des prestations	3
1.1.6 Conditions générales d'intervention des entreprises en milieu occupé.....	4
1.2 Normes et règlements	4
Autres documents :	5
1.3 Conditions générales.....	5
1.4 Qualité environnementale	6
Documents.....	6
Exigences spécifiques	6
1.5 Déroulement des travaux.....	6
1.5.1 Pendant la période de préparation et avant début des travaux	6
1.5.2 Après la période des travaux et avant la réception.....	7
1.6 Connaissances des locaux	7
1.7 Cohérence des nouvelles installations avec les installations existantes.....	7
1.8 Objet des études préalables	7
1.9 Frais à la charge de l'entrepreneur.....	8
1.10 Responsable de l'exécution	8
1.11 Identification du personnel	8
1.12 Éléments de levage, engins, échafaudages et sécurité	8
1.13 Limites de prestations	8
2.1 Généralités.....	8
2.2 Travaux préparatoires.....	9
2.3 Déposes.....	9
2.4 Travaux.....	9
2.5 Réception	9

1. GENERALITES

1.1 PRESCRIPTIONS GENERALES

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) complète toutes les pièces annexées à l'accord cadre, sachant que ce document, associé à toutes les autres pièces l'accord cadre, ne constitue qu'un seul et même dossier contractuel.

1.1.2 Objet et étendue des travaux

Le présent Cahier des Charges Techniques a pour objet de définir tous les travaux qui seront susceptibles d'être exécutés dans le cadre du GHT SOMME LITTORAL SUD

Les interventions pourront se référer à des constructions existantes en réhabilitation et/ou en extension et/ou encore en création.

1.1.3 Travaux de création d'ouvrages neufs

Fourniture et pose de :

- Des plafonds suspendus démontables en dalles de fibres minérales.
- Des plafonds suspendus non démontables en plaques de plâtre pleines et perforées et trappes de visite assorties.
- Des plafonds extérieurs en plaques ciment.
- Des caissons et soffites d'habillage des réseaux transitant dans les plénums des plafonds suspendus.
- Des jouées en limite de plafonds suspendus et au droit des changements de hauteurs pour fermeture des plénums.

1.1.4 Travaux d'entretien et de réhabilitation

- Déposes de dalles faux plafonds démontables de tous types et remplacement à neuf.
- Reprise de faux plafonds non démontables défectueux et remplacement en raccords y compris reprise de peinture.

1.1.5 Étendue des prestations

La reconnaissance des installations existantes, les études techniques, les notes de calculs, les schémas, les plans d'exécution, tenant compte des dispositions du dossier technique, des règles de l'art pour les problèmes thermiques et acoustiques, des arrêtés et règlements de sécurité en vigueur.

La conduite et la surveillance de l'installation jusqu'à la réception des travaux comportant la responsabilité de tous les dégâts qui en résulteraient avec toutes les conséquences en découlant.

La réfection des ouvrages défectueux constatés soit en cours d'exécution, soit à la réception des travaux, soit pendant la période de garantie de bon fonctionnement des installations.

Tous les échantillons et prototypes qui lui seront demandés.

Le nettoyage en cours et fin de travaux ainsi que l'enlèvement des gravois, déchets et emballages.

Les dossiers de récolement

1.1.6 Conditions générales d'intervention des entreprises en milieu occupé

L'ensemble des travaux sera réalisé en site occupé. L'entreprise devra prévoir l'ensemble des prestations nécessaire à la continuité de service du GHT (bâtiment existant) compris la continuité de service des installations de secours. L'entreprise réalisant les travaux devra notamment prendre en compte et répondre aux spécifications suivantes:

Installations provisoires si nécessaire,

Prise connaissance de l'ensemble des contraintes et de toutes les sujétions incombant au fait de réaliser les travaux en site occupé,

Fourniture et réalisation d'un plan de prévention des risques, et de limitation de tous les types de nuisances (poussière, bruit, présence de public, ...),

Nettoyage à la fin de chaque tâche et en fin de journée des zones qui auront été concernées par la réalisation des travaux,

L'entreprise est réputée avoir pris connaissance de l'ensemble de ces contraintes et de ces spécifications. Si celle-ci déroge aux points évoqués ci-avant, elle s'expose à une possibilité d'arrêt immédiat de l'ensemble des travaux en cours avec obligation de palier les irrégularités observées ayant conduit à la suspension de la réalisation des travaux.

1.2 Normes et règlements

Outre les clauses imposées au présent CCTP, les ouvrages seront conformes aux prescriptions des documents suivants :

- NORMES FRANCAISES homologuées éditées par l'A.F.NOR,
- CAHIER DES CHARGES - D.T.U., édité par le C.S.T.B.,
- REGLES TECHNIQUES DE CONCEPTION, DE CALCUL ET D'EXECUTION DES OUVRAGES, éditées par le C.S.T.B., et d'une manière générale, à tous les textes législatifs et réglementaires et notamment ceux contenus dans le R.E.E.F.
- DTU 25 Plâtrerie.
- DTU 58 Plafonds suspendus.
- NF EN 520 + A1 (novembre 2009) Plaques de plâtre - Définitions, exigences et méthodes d'essai.
- NF EN 14496 (avril 2006) Adhésifs à base de plâtre pour complexes d'isolation thermique /acoustique en plaques de plâtre et isolant Définitions, spécifications et méthodes d'essai.
- NFP 75-101 (octobre 1983) Isolants thermiques destinés au bâtiment – Définition.
- NF EN 12354 Acoustique du bâtiment - Calcul de la performance acoustique des bâtiments à partir de la performance des éléments.
- NF EN 14190, Produits de transformation secondaire de plaques de plâtre – Définition, exigences et méthodes d'essais (indice de classement : P72-621).
- NF EN 14246, Eléments en plâtre pour plafonds suspendus – Définition spécifications et méthodes d'essais (indice de classement : P72-530).
- NF C 15-100, installations électriques à basse tension.
- NF EN 13964, plafonds suspendus – exigences et méthodes d'essai (indice de classement : P68- 204).

- NF EN ISO 354, Acoustique – Mesurage de l'absorption acoustique en salle réverbérante (indice de classement : S31-003).
- NF EN ISO 10848-2, Acoustique – Mesurage en laboratoire des transmissions latérales du bruit aérien et des bruits de choc entre pièces adjacentes – Partie 2 application aux éléments légers lorsque la jonction a une faible influence (indice de classement : S31-097-2).
- Cahier 3567 Classement des locaux en fonction de l'exposition à l'humidité des parois et nomenclature des supports pour revêtements muraux intérieurs.
- Tous les règlements et décrets mis à jour à la date de l'exécution des travaux.

Autres documents :

- Règles de l'Art,
- Avis Techniques en vigueur et valables à la date de remise de l'offre,
- Les autres documents et clauses contenus dans le REEF,
- Les clauses techniques particulières imposées dans le présent CCTP,
- Les textes et documents visés dans le CCTG / Marchés publics,
- Normes A.F.N.O.R.,
- Réglementation Thermique en vigueur,
- La nouvelle réglementation acoustique,
- Les règlements de sécurité contre l'incendie des ERP de type U de 1ère catégorie,
- La réglementation concernant l'accessibilité des bâtiments aux personnes à mobilité réduite,
- La réglementation applicable en matière de sauvegarde et d'amélioration de l'Environnement,
- La charte chantier à faible nuisance,
- Le Code de la Construction et de l'Habitation,
- Le Code de l'Urbanisme,
- Le Code du Travail,
- Le Code Civil.

Cette liste n'est pas limitative et, pour l'ensemble des textes, cités ou non, il sera toujours fait application de la dernière édition, avec mise à jour, additifs, rectificatifs, etc., en vigueur à la date fixée par la maîtrise d'œuvre.

Dans le cas où des contradictions apparaîtraient entre ces normes et certaines spécifications techniques de détail du présent CCTP, les normes sont prioritaires et sont seules à prendre en considération pour obtenir des ouvrages conformes aux règles de construction.

1.3 Conditions générales

Les plans, les dessins et descriptif serviront de base aux devis.

Les ouvrages figurant sur l'un des documents et omis dans l'autre sont dus au marché.

D'autre part, le présent CCTP et les plans ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description de tous les matériaux, détails ou dispositifs, il reste entendu que seront compris dans le prix, non seulement tous les travaux indiqués aux pièces du marché, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction, suivant toutes les règles de l'Art, les règlements et les normes en vigueur et les règles élémentaires de l'esthétique.

L'entrepreneur, s'étant rendu compte des travaux à exécuter, de leur importance et de leur nature, reconnaît qu'il a suppléé par les connaissances professionnelles de sa spécialité aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier.

1.4 Qualité environnementale

Documents

Documents à transmettre par l'entreprise au Maître de l'ouvrage :

Fiche produit avec coefficient de réflexion lumineuse,

Fiche technique permettant une connaissance des émissions de COV et formaldéhyde (suivant norme NF EN ISO 12460 – formaldéhyde et étiquetage selon l'Arrêté du 19 Avril 2011) et classement CMR, FDES (impact environnemental et sanitaire).

Exigences spécifiques

Réflexion lumineuse : Dans les locaux soumis à exigence de confort visuel conformément à la cible 10 (B), les faux-plafonds choisis présentent un coefficient de réflexion lumineuse $\geq 1,20$.

En respect de l'arrêté du 19 avril 2011 l'étiquetage des produits vis-à-vis des émissions dans l'air intérieur est obligatoire. Les produits choisis sont étiquetés A+ (à minima pour les indicateurs COVT et Formaldéhyde), et choisis conformément au niveau Très Performant des cibles 2 (P), 11 (TP) et 13 (TP).

Le plâtre utilisé ne doit pas être fabriqué à partir de phosphogypses susceptibles de contenir des éléments radioactifs.

Isolants : les fibres minérales utilisées doivent justifier des tests de non cancérogénicité : taille des fibres et bio-solubilité, prévus par la directive européenne 97/69/CE du 5/12/97 (transposée en droit français le 28/8/98) permettant de les exclure de la catégorie des produits dangereux classés Xn. Pour faciliter la mise en oeuvre et éviter les risques de migration de fibres vers l'ambiance occupée, les laines posées à l'intérieur des locaux sont ensachées. Les dalles isolantes de faux plafond ont les chants revêtus d'une peinture sans solvant et sans chlore pour éviter la migration des fibres.

1.5 Déroulement des travaux

1.5.1 Pendant la période de préparation et avant début des travaux

L'entreprise devra remettre le dossier d'exécution des ouvrages concernant l'installation, et ce, pour la mise au point du projet à réaliser, au Maître d'ouvrage.

Ce dossier comprendra :

- Les plans
- La liste du matériel avec les fiches techniques correspondantes
- Les délais d'exécution

1.5.2 Après la période des travaux et avant la réception

L'entreprise devra fournir au plus tard 1 mois après la réception des ouvrages les documents ayant servis à la réalisation des travaux et remis à jour conformément à l'exécution (plans de récolement).

Le dossier d'ouvrages exécutés comprendra au minimum :

- D'un sommaire détaillé.
- Tous les plans conformes aux installations exécutées.
- Nomenclatures de tout le matériel installé avec fiches techniques et indications de la provenance.
- Carnets de résultats d'essais, conformément au programme défini et notamment les P.V. d'essais
- Notices d'entretien

Une notice mentionnant pour l'ensemble du matériel installé :

- Les marques ;
- Les types ;
- Les modèles avec référence ;

Ces dossiers complets édités sur papier en 5 exemplaires, sera complété par un support informatique (type clé USB) et adressé au Maître d'Ouvrage.

1.6 Connaissances des locaux

Avant toute remise d'offre, le titulaire du présent lot devra avoir visité les locaux concernés et avoir pris connaissance de manière exhaustive des installations à modifier, à déposer ainsi que l'ensemble des installations concernées par les travaux prévus.

1.7 Cohérence des nouvelles installations avec les installations existantes

Dans la mesure du possible les matériels mis en œuvre seront de même type que ceux généralement installés sur le site concerné.

En cas de réhabilitation ou d'extension le matériel installé devra être de même marque que l'existant ou entièrement compatible.

1.8 Objet des études préalables

L'ensemble des études préalables à tous travaux aura pour objet la garantie de résultat.

Sur l'ensemble des travaux mis en œuvre, la maîtrise d'ouvrage exige une garantie de résultat.

Le projet technique d'exécution sera établi par l'entrepreneur. Il sera soumis au Maître d'ouvrage ainsi qu'au Bureau de Contrôle.

Ce projet comprendra notamment :

- Les plans définitifs, complets et détaillés ;
- Les fiches techniques des équipements ;
- Tous les certificats de conformité des équipements et matériaux ;

- Les procès-verbaux d'essais et mises en service normalisés suivant la demande du bureau de contrôle.

Les ouvrages défectueux refusés par la maîtrise d'œuvre ou le Bureau de Contrôle technique seront remplacés ou mis en conformité aux seuls frais de l'entreprise.

1.9 Frais à la charge de l'entrepreneur

- Les études techniques, plans, ...
- L'assurance normale et complémentaire de groupe.
- Les échantillons et modèles.
- Les notices techniques de conduite et d'entretien des différentes installations.
- Les plans des installations exécutées.
- Les contrôles et essais de fonctionnement suivant les fiches éditées par l'Agence de Qualité de la Construction (AQC) ;

1.10 Responsable de l'exécution

L'entrepreneur désignera, dès la passation de Marché, une personne spécialement chargée du présent lot. Cette personne devra avoir toutes les compétences requises pour répondre à toutes les questions concernant les installations, et ceci, pendant la durée intégrale des études et de l'exécution des travaux.

1.11 Identification du personnel

L'ensemble du personnel intervenant sur le site des travaux devra être clairement identifié au moyen de badges nominatifs et personnels.

1.12 Éléments de levage, engins, échafaudages et sécurité

L'entrepreneur transporte, monte, sécurise, démonte et évacue les équipements qui lui sont nécessaires. Tout appareil de levage, fixe ou mobile, est vérifié par un organisme agréé, avant d'être installé sur le chantier.

Le rapport de vérification est obligatoirement transmis au Maître d'œuvre.

L'entrepreneur est tenu de réaliser l'ensemble des travaux lui incombant dans le strict respect des règles de sécurité du code du travail

1.13 Limites de prestations

Les limites de prestations entre les différents lots, sont données à titre indicatif. Il est précisé que ces prestations ne sont pas limitatives, que l'entreprise du présent lot devra prévoir à sa charge, tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble des ouvrages.

L'entreprise adjudicataire sera censée connaître les délais et les plans des autres lots. Elle devra coordonner l'exécution de ses travaux de manière à ne pas gêner l'avancement des autres entreprises devant intervenir pour la réalisation des différents travaux.

2. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE REHABILITATION

2.1 Généralités

La maîtrise d'œuvre entend ici rappeler des prescriptions générales et techniques particulières au présent lot, ainsi que certaines dispositions sur lesquelles elle entend attirer l'attention de l'entreprise attendu que les ouvrages devront être livrés dans un parfait état d'achèvement et devront être conformes à la réglementation en vigueur pour ce type d'établissement.

Le présent chapitre des spécifications techniques générales a pour but de préciser, d'une manière générale, les spécifications relatives à l'ensemble des installations. En conséquence, il peut comporter des éléments qui ne concernent pas obligatoirement des installations demandées au projet de base. Ces spécifications sont toutefois conservées à dessein, afin que l'entrepreneur en tienne compte pour toute variante éventuelle.

Tous les matériels prévus aux devis descriptifs et quantitatifs seront mis en œuvre conformément aux spécifications du présent document. Il est expressément souligné qu'aucune dérogation ne sera accordée sur le chantier. En cas d'insuffisance ou de non-conformité, les matériels incriminés seront refusés.

Dans le cas où l'entrepreneur présenterait des marques différentes de celles proposées dans le devis quantitatif, ces matériels devront être de caractéristiques équivalentes et de dimensions similaires. Un échantillon de ces matériels devra être proposé au Maître de l'Ouvrage pour approbation.

Les installations devront être livrées avec tous leurs accessoires spécifiés dans le présent cahier, même s'ils ne figurent pas explicitement dans le devis.

Les installations devront être conformes à tous les règlements nationaux, locaux et aux différents DTU en vigueur à la date de l'offre.

2.2 Travaux préparatoires

Les protections à prévoir par le présent lot, en fonction de la configuration des locaux seraient les suivantes :

Installation de bâches polyéthylène en double épaisseur fixés par bandes adhésives (sol et plafond), avec Zip pour accès à la zone de travail. En fin d'intervention, la zone chantier sera nettoyée (aspirateur HEPA + nettoyage avec lingette humide), les bâches seront déposées avec le plus grand soin de manière à ne pas propager la poussière qu'elles contiennent et évacuées dans des sacs plastiques étanches.

Les compagnons accèderont au chantier en tenue propre (tenue à usage unique, sur chaussure etc.) à la charge de l'entreprise et leur outillage sera emballé/filmé avant d'arriver dans l'établissement.

2.3 Déposes

Le titulaire du présent marché devra les déposes des installations avant toute nouvelle installation quand la maîtrise d'ouvrage le juge nécessaire.

Le détail des déposes figure au BPU du présent marché.

Les travaux de dépose devront être planifiés avec les services techniques et nécessiteront un repérage précis des installations.

2.4 Travaux

Le titulaire du présent marché devra la réalisation des ouvrages pour lesquels il aura reçu un ordre de service correspondant à un devis de prestations figurant au BPU du présent marché.

2.5 Réception

L'entreprise fournira l'ensemble des documents pour réaliser les réceptions de travaux avec le maître d'œuvre. La réception ne pourra être prononcée qu'après réception du rapport du bureau de contrôle (sans observation).